

de travail direct et indirect dépensé actuellement dans les divers secteurs de l'économie. Cette valeur sera, autrement dit, égale à  $T_1 + T_2 + T_3 + \dots + T_n$ .

On suppose, par exemple, qu'une économie simple connaît uniquement deux secteurs de production et deux produits. L'un des produits est un instrument de production, fabriqué en utilisant des quantités de ce même instrument qui existent déjà, et du travail. L'autre produit est le seul objet de consommation connu, fabriqué en utilisant des instruments produits par le premier secteur, et du travail. Soit  $X_1$  la production totale (en unités physiques) du secteur I,  $x_{11}$  le nombre d'instruments usés productivement (et devant donc être remplacés à la fin de la période considérée) au sein de ce secteur, et  $T_1$  les heures de travail consacrées à ce secteur ; et soit  $U_1$  la valeur unitaire du produit I en termes d'heures de travail. L'idée que la valeur totale produite par ce secteur est égale à la somme du travail direct y effectué et de la valeur de son équipement usé peut s'exprimer en écrivant :

$$U_1 X_1 = T_1 + U_1 x_{11}$$

Ce qui donne :

$$U_1 = \frac{T_1}{X_1 - x_{11}}$$

Quelle sera la valeur du produit II ? Soit  $X_2$  la production du secteur II,  $x_{21}$  la quantité d'équipement (produit I) qu'il a usé pendant la période, et  $T_2$  le travail direct y effectué.

Si la valeur unitaire du produit II est  $U_2$ , on pourra écrire que la valeur totale produite par le secteur II est égale à la somme de travail direct qui y a été dépensé, plus la valeur de l'équipement usé, de la manière suivante :

$$U_2 X_2 = T_2 + U_1 x_{21}$$

Puisque on sait déjà que :

$$U_1 = \frac{T_1}{X_1 - x_{11}}$$

on a :

$$U_2 = \frac{T_2}{X_2} + \frac{x_{21} T_1}{X_2 (X_1 - x_{11})}$$

Ce raisonnement se généralise sans difficulté au cas où il y a un grand nombre de secteurs (et de produits correspondants), qui tous utilisent les produits les uns des autres. On peut le montrer facilement par un exemple numérique à trois secteurs, dont le troisième a ceci de particulier, qu'il consomme l'excédent de production des deux autres et produit du travail. La comptabilité sociale peut alors se résumer dans un tableau comme celui-ci, où les chiffres sont évidemment arbitraires :

SECTEUR	PRODUIT NET	QUANTITÉS UTILISÉES, VENANT DES SECTEURS		
		I	II	III
I .....	3	—	2	4
II .....	6	2	—	2
III (travail) .....	6	1	4	—

La colonne « produit net » comprend la production totale du secteur considéré, moins les quantités de son propre produit que le secteur a utilisées productivement ; c'est pourquoi aussi, dans les colonnes « quantités utilisées », les cases indiquant ce que le secteur I par exemple a utilisé du produit du secteur I sont vides. Il est évident que comme ces quantités apparaissent simultanément des deux côtés de la balance comptable avec la même valeur unitaire, on peut aussi bien les en rayer.

Si maintenant on écrit que la valeur produite par chaque secteur est égale à la somme des valeurs qu'il a consommées productivement (y compris la « valeur du travail »), on aura trois équations. Dans chacune d'elles, on aura à gauche, la valeur produite, c'est-à-dire la quantité produite multipliée par la valeur unitaire correspondante ; à droite, les valeurs absorbées, c'est-à-dire les quantités absorbées multipliées chacune par la valeur unitaire correspondante :

$$\begin{aligned} \text{I.} & 3 U_1 = 2 U_2 + 4 U_3 \\ \text{II.} & 6 U_2 = 2 U_1 + 2 U_3 \\ \text{III.} & 6 U_3 = 1 U_1 + 4 U_2 \end{aligned}$$

ce qu'on peut aussi écrire :

$$\begin{aligned} \text{I.} & 3 U_1 - 2 U_2 - 4 U_3 = 0 \\ \text{II.} & -2 U_1 + 6 U_2 - 2 U_3 = 0 \\ \text{III.} & -1 U_1 - 4 U_2 + 6 U_3 = 0 \end{aligned}$$

Puisque l'on veut mesurer en termes d'heures de travail, on peut poser  $U_3 = 1$ , ce qui exprime que l'heure de travail est l'unité de valeur. En gardant les deux premières équations, on aura alors :

$$\begin{aligned} 3 U_1 - 2 U_2 &= 4 \\ -2 U_1 + 6 U_2 &= 2 \end{aligned}$$

La solution est :  $U_1 = 2$ ,  $U_2 = 1$  et, avec les quantités exprimées en valeur et non plus en unités physiques, le tableau initial devient :

SECTEUR	PRODUIT NET EN VALEUR	VALEURS ABSORBÉES, PROVENANT DES SECTEURS		
		I	II	III
I .....	6	—	2	4
II .....	6	4	—	2
III .....	6	2	4	—
Total ..	18	6	6	6

Exprimé en termes de valeur, le produit total de la société sera 18. De ces 18, 12 sont créés et à nouveau consommés dans la circulation productive ; ce sont les quantités que consomment productivement les secteurs I et II en provenance des secteurs I, II et III. Le restant, 6 unités de valeur, apparaissant sous la forme matérielle de 1 unité de produit I (de valeur unitaire 2) et 4 unités de produit II (de valeur

unitaire I) est le produit social net pendant la période considérée, dont la valeur est par définition égale à la quantité de travail direct effectué, et qui, dans cet exemple, sert à la consommation finale.

Il semble, à première vue, que le travail ne joue pas de rôle particulier dans ce mode de calcul. C'est, du point de vue comptable, un « secteur de production » comme un autre qui, au lieu d'absorber des machines et des matières premières, absorbe des biens de consommation et, au lieu de produire des biens matériels, produit de la « force de travail ». On pourrait donc exprimer les valeurs du système aussi bien en termes d'unités physiques du produit I ou du produit II ; il suffirait de poser  $U_1 = 1$  ou  $U_2 = 1$ , et de résoudre les équations comptables pour les deux inconnues restantes. Si, par exemple, on choisit le produit I comme étalon de valeur, on aura comme solution :

$$U_1 = \frac{1}{2} \quad U_2 = \frac{1}{2}$$

On remarquera que les valeurs relatives ne changent pas, quel que soit le produit choisi comme étalon.

En effet, en utilisant comme étalon le produit III (travail), on a :

$$U_1 = 2 \quad U_2 = 1 \quad U_3 = 1$$

et avec le produit I comme étalon :

$$U_1 = 1 \quad U_2 = \frac{1}{2} \quad U_3 = \frac{1}{2}$$

c'est-à-dire, une unité de I coûte toujours deux fois une unité de 2 ou de 3, et la valeur de l'unité de II est toujours égale à la valeur de l'unité de III, quel que soit l'étalon utilisé.

Ceci n'arrive cependant que parce que, dans l'exemple utilisé, il y a une propriété mathématique particulière (le déterminant de ce système homogène d'équations est nul). Cette propriété mathématique se présentera chaque fois que l'économie considérée sera en équilibre matériel, c'est-à-dire chaque fois que la somme de chaque colonne du système d'équations I., II., III., sera nulle. Chacune de ses colonnes contient dans une case le produit net d'un secteur et, dans les autres cases, les quantités de ce produit consommées par les autres secteurs. Si l'économie est en équilibre matériel, le produit de chaque secteur est exactement absorbé par les autres secteurs (y compris le secteur travail). Ainsi, dans l'exemple donné, le produit du secteur I (3) est égal à la somme des quantités de ce produit, utilisées par les deux autres secteurs (2 + 1), et la même chose est vraie pour les deux autres colonnes.

Mais l'économie peut ne pas être en équilibre matériel, et en fait ne l'est jamais. Même s'il ne s'agit pas de désé-

quilibre à proprement parler (accumulation de stocks invendables ou diminution de stocks en deçà du minimum normal), elle produit des biens d'équipement qui seront utilisés dans la période suivante.

Dans ce cas, les secteurs produisant des biens d'équipement (et peut-être tous les secteurs) produiront plus qu'il n'est absorbé par l'économie au titre de la production courante ; et c'est évidemment ce qui est consommé au titre de la production courante d'un produit qui détermine la valeur de celui-ci. Enfin, on a supposé dans l'exemple donné plus haut, non seulement que l'économie était en équilibre matériel, mais que cet équilibre était réalisé à travers la consommation par le secteur travail de tout ce qui n'était pas consommé productivement par les autres secteurs ; autrement dit, on a supposé l'absence d'exploitation.

Si l'on veut tenir compte de ces faits — qu'on peut résumer en disant que l'économie présente habituellement un **surplus**, sous la forme d'augmentation des stocks, de production de biens d'investissement et de consommation de classes non productives — on ne peut plus maintenir pour tous les secteurs l'égalité entre valeurs absorbées et valeurs produites. Il saute aux yeux, en effet, que si un surplus existe, c'est parce que quelque part dans l'économie on produit plus qu'on ne consomme, on ajoute plus à la production qu'on ne lui soustrait.

Le calcul du coût social de la production conduit donc à imputer d'une manière ou d'une autre le surplus de l'économie à un secteur donné. En effet, on peut diviser l'économie en deux groupes : l'un comprenant tous les secteurs de production sauf un, l'autre comprenant ce dernier. En exprimant les coûts en termes du produit de ce dernier secteur, on peut écrire que le premier groupe produit autant de valeur qu'il en absorbe ; et on peut identifier la valeur totale de ce qui reste comme produit de ce groupe avec la quantité totale du produit du dernier secteur. Pour la théorie de la valeur-travail, ce dernier secteur est précisément le secteur travail. La production totale du reste de l'économie est en partie consommée en son propre sein au cours d'une période, en partie est consommée par le secteur travail et en partie forme le surplus sous sa forme matérielle (objets de consommation capitaliste, biens d'investissement nouveaux, etc.). La théorie de la valeur-travail consiste à imputer ce surplus au travail, autrement dit à identifier la valeur de la consommation ouvrière et du surplus à la quantité totale de travail direct absorbée en cours de période par l'économie.

Si cette imputation est faite, le système se trouve nécessairement en « équilibre » comptable (le déterminant du système homogène d'équations est nul), et toutes les valeurs du système peuvent être exprimées en termes de temps de travail.

L'essence du système capitaliste de production consiste à répartir dans les faits ce surplus entre les divers secteurs de production, sous forme de profit, au prorata du « capital » qui y est investi — sauf évidemment le secteur « travail », qui ne réalise pas de profit, mais couvre en moyenne ses recettes et ses dépenses (autrement, il cesserait d'y avoir

d'ouvriers). Et l'essence de l'économie politique bourgeoise consiste à ériger en norme théorique et politique ce fait, et à imputer au capital le surplus net de chaque secteur de production — sauf évidemment le travail, auquel on n'impute comme valeur produite que la valeur qu'il absorbe. C'est à cela que revient l'acceptation des prix comme base de mesure du produit social et du coût social.

Dans le tableau donné plus haut, la traduction de la conception bourgeoise consisterait à construire un secteur additionnel, qui « absorberait » le surplus de production (i.e. ce qui reste après la circulation productive et la consommation ouvrière) et « produirait » de l'abstinence, de l'attente ou de l'éther (le nom d'un être imaginaire importe évidemment peu). On ajouterait également à chaque secteur de production (sauf le secteur travail) une dépense supplémentaire ; la valeur de son produit serait augmentée de la valeur de l'« abstinence », etc., qu'il a « absorbée » pendant la période considérée, et l'on admettrait que cette « abstinence » se mesure par un nombre proportionnel à la valeur du « capital » utilisé par le secteur (c'est-à-dire à la valeur des installations, équipement, fonds de roulement, etc., du secteur). Ce « capital », il faut remarquer, n'est nullement identique à la quantité de moyens de production, matières premières etc., usés pendant la période, et dont la comptabilité du tableau avait déjà tenu compte.

On retrouvera cet aspect de la question plus loin, en examinant le fonctionnement réel du capitalisme et la péréquation du taux de profit. Ici il faut simplement souligner que le problème de la valeur ne peut en général pas être résolu indépendamment du problème de la plus-value. Très précisément, exprimer la production sociale en heures de travail ou en prix courants, signifie opter pour l'imputation du surplus de production au travail humain ou au capital. Ici s'arrête l'objectivité des formules mathématiques, qui indiquent qu'il faut bien imputer ce surplus quelque part, mais évidemment ne peuvent pas dire où.

D'après les définitions qui ont été posées plus haut, l'imputation du surplus ne crée pas de difficulté. Le coût social de la production est le travail humain qui lui a été consacré ; le « capital » coûte à la société — et à la classe capitaliste elle-même — ses frais de production et de maintien. L'idée de l'« abstinence » ou d'« attente » des capitalistes, idée la plus ridicule que jamais professeur d'économie politique inventa pour donner bonne conscience à ses patrons, ne mérite pas d'être discutée.

\* Soit une économie à  $n$  secteurs de production. Chaque secteur est défini comme l'ensemble d'activités orientées vers la production d'un bien défini (objet ou acte). On supposera au départ, que le bien par lequel est défini chaque secteur, est homogène, c'est-à-dire que deux exemplaires quelconques de ce bien sont parfaitement interchangeables quant à leur utilisation. Cette hypothèse, faite surtout pour faciliter l'exposition, soulève trois problèmes :

- a) Elle exclut les secteurs à produits connexes physiquement (gaz et coke, par exemple) ;
- b) Elle pose la question de la définition des secteurs à

produits économiquement connexes (par exemple production de plusieurs types de voitures, camions et tracteurs au sein du même ensemble technico-économique) ;

c) Elle pose le problème des secteurs où les produits ne sont pas interchangeables, relativement ou absolument (par exemple équipement lourd à utiliser spécialement par telle usine pour telle fabrication — peinture d'art).

La question des secteurs à produits connexes physiquement n'intéresse que dans les cas où les produits connexes ne peuvent être produits qu'à des proportions rigides. S'ils peuvent être produits à des proportions variables, on peut exprimer l'un d'eux en termes de quantités physiques de l'autre. Si les produits sont nécessairement produits à proportions rigides, on ne tiendra compte que de l'un d'eux, considérant l'autre comme un cadeau de la nature (1).

La question des produits économiquement connexes, et celle des produits relativement non interchangeables, ne présente pas de difficulté de principe. Le calcul du coût par produit est plus complexe, mais est théoriquement toujours possible et en réalité effectué par les entreprises qui les produisent.

Quant aux produits qui ne sont absolument pas interchangeables, ils peuvent être traités comme les précédents, mais en réalité ne sont pas du ressort de l'économie.

Chaque secteur produit pendant une période une quantité donnée de son propre produit, en utilisant des quantités données de ce même produit et du produit des autres secteurs (pas nécessairement tous). On appellera **sortie** (« output ») du secteur, son produit final net (c'est-à-dire son produit final total moins la quantité qui en a été consommée productivement au sein de ce même secteur), et **entrées** (« inputs ») du secteur, les quantités de produits des autres secteurs qu'il a utilisées pendant la période considérée. En désignant chaque secteur par un indice (1, 2, 3, ...  $n$ ) on écrira  $X_i$  pour la sortie nette du secteur  $i$ , et  $x_{ij}$  pour l'entrée dans le secteur  $i$  d'une quantité de produit du secteur  $j$ .  $x_{ji}$  sera en revanche la quantité de produit (sortie) du secteur  $j$ , utilisée par le secteur  $i$ . Toutes les quantités sont mesurées dans leurs unités physiques respectives (tonnes de charbon, mètres de tissus, tonnes-kilomètres de transport, heures de travail, etc.). La subdivision de chaque secteur en unités techniques ou économiques particulières (fabriques ou entreprises) est indifférente ; c'est-à-dire chaque secteur peut être ou ne pas être subdivisé en fabriques ou entreprises particulières, et celles-ci utiliser des quantités identiques ou non des mêmes produits ou de produits différents pour produire une quantité donnée de sorties. Ce qui importe est la somme des sorties nettes du secteur, d'un côté, des entrées totales de chaque catégorie

(1) La question s'il est rationnel du point de vue de l'efficacité économique de considérer que seul le coke (ou le gaz) coûte, et que le gaz (ou le coke) est un cadeau de la nature est une autre question qui ne sera pas discutée ici. On veut pour l'instant prouver simplement qu'une mesure de la valeur est possible, non pas encore qu'une allocation des ressources sur la base de cette mesure est la plus « rationnelle ».

de produit utilisée par le secteur, d'un autre côté. Autrement dit, chaque secteur est représenté par l'aggrégat de ses sorties nettes et de ses diverses entrées (1).

On peut mettre en regard la sortie nette d'un secteur avec l'ensemble des entrées qu'il utilise. On aura alors, sous une forme aggrégative, la fonction de production du secteur considéré. Ainsi le système suivant exprime que la sortie nette d'un secteur dépend des diverses entrées qu'il a utilisées :

$$X_1 = f_1 (X_{11}, X_{12}, \dots, X_{1j}, \dots, X_{1n})$$

$$X_2 = f_2 (X_{21}, X_{22}, \dots, X_{2j}, \dots, X_{2n})$$

.....

$$X_n = f_n (X_{n1}, X_{n2}, \dots, X_{nj}, \dots, X_{nn})$$

On appellera valeurs unitaires des produits 1, 2, ... n, les nombres  $U_1, U_2, \dots, U_n$  vérifiant les équations

$$U_1 X_1 = U_2 X_{12} + U_3 X_{13} + \dots + U_j X_{1j} + \dots + U_n X_{1n}$$

$$U_2 X_2 = U_1 X_{21} + U_3 X_{23} + \dots + U_j X_{2j} + \dots + U_n X_{2n}$$

.....

$$U_n X_n = U_1 X_{n1} + U_2 X_{n2} + \dots + U_j X_{nj} + \dots + U_n X_{nn}$$

qui peuvent s'écrire aussi :

$$U_1 X_1 - U_2 X_{12} - U_3 X_{13} - \dots - U_j X_{1j} - \dots - U_n X_{1n} = 0$$

$$- U_1 X_{21} + U_2 X_2 - U_3 X_{23} - \dots - U_j X_{2j} - \dots - U_n X_{2n} = 0$$

.....

$$- U_1 X_{n1} - U_2 X_{n2} - U_3 X_{n3} - \dots - U_j X_{nj} - \dots + U_n X_n = 0$$

Ces équations signifient que l'on introduit un concept de valeur des biens, défini à partir de l'idée que la valeur d'une quantité donnée d'un bien final quelconque est égale à la somme des valeurs des biens utilisés pour la production du bien final. Appliquée à un système économique où n secteurs productifs interdépendants produisent n biens distincts, cette idée équivaut à la définition suivante : la valeur unitaire est le facteur de conversion exprimant la quantité physique unitaire d'un bien comme un multiple économique de la quantité physique unitaire d'un autre bien (ou, si l'on préfère, égalant une quantité donnée d'un bien avec la quantité physique unitaire d'un autre bien), à partir exclusivement de la considération des quantités effectivement utilisées et produites (2).

(1) L'idée de représenter l'économie par un système d'équations simultanées, qui remonte à L. Walras, a été élaborée à l'époque actuelle par W. Leontief (*The structure of the American economy*, 1941), dont nous utilisons dans ce qui suit le système de notation.

(2) A la différence du prix, qui est également un tel facteur de conversion, mais dans la détermination duquel entrent d'autres facteurs. V. plus loin.

Le système que l'on vient d'écrire est un système homogène de n équations à n inconnues (les nombres  $U_1, U_2, \dots, U_n$ ), qui peut être résolu quant aux valeurs relatives des inconnues à condition que son déterminant — qu'on désignera par  $D_1$  — soit nul.

Si l'économie considérée se trouve en équilibre, on peut écrire :

$$X_1 - X_{11} - X_{12} - \dots - X_{1n} = 0$$

$$- X_{21} + X_2 - X_{22} - \dots - X_{2n} = 0$$

$$- X_{n1} - X_{n2} - X_{n3} - \dots + X_n = 0$$

Ces équations expriment que, dans le cas de l'équilibre, le produit net de chaque secteur est exactement égal à la somme des quantités de ce produit utilisées par les autres secteurs. Ceci est également vrai pour la production de force de travail — que l'on peut identifier avec le secteur n — dont le total  $X_n$  est égal à la somme des quantités de force de travail ( $x_{1n}$ ) absorbées par les divers secteurs. D'un autre côté, la partie du produit du secteur i qui entre dans la consommation finale de la société peut être représentée par  $X_{i1}$ .

Si l'on considère le déterminant du système ci-dessus — qu'on désignera par  $D_2$  — il sera nécessairement nul. Par conséquent, nul sera nécessairement aussi le déterminant que l'on obtiendra en intervertissant les lignes et les colonnes du premier. Or, le déterminant obtenu par cette interversion n'est autre que le déterminant  $D_1$  du système d'équations en U. Ce dernier comportera donc nécessairement une solution générale.

Mais la condition de l'équilibre matériel est en fait inutilement restrictive. On peut en effet changer la définition des quantités  $x_{i1}$  et y englober toute la partie de la production du secteur i qui n'est pas directement utilisée par les autres secteurs pour les besoins de la production courante ;  $x_{i1}$ , par exemple, sera alors la partie du produit du secteur i destinée à la consommation finale, les variations de stocks et l'investissement net en capital fixe (il va de soi que les quantités  $x_{i1}$  peuvent être négatives) ; le déterminant  $D_2$  sera toujours nul, comme aussi son interversion, le déterminant  $D_1$ . Le système d'équations en U aura donc toujours une solution générale.

Une nouvelle interprétation économique du système devient cependant nécessaire. Rien n'est changé, ni quant à la forme ni quant au fond, aux n-1 équations qui représentent les secteurs productifs au sens étroit du terme. Mais la n<sup>e</sup> équation

$$- U_1 X_{n1} - U_2 X_{n2} - U_3 X_{n3} - \dots + U_n X_n = 0$$

n'a plus la même signification que les autres. Si le système est en équilibre statique et ignore l'exploitation du travail, c'est-à-dire si la classe ouvrière absorbe la totalité de biens de consommation produits, cette équation garde la même signification qu'auparavant ; il y a un secteur, dont les entrées sont des biens de consommation et la sortie de la force de travail, et la valeur que ce secteur ajoute au système est égal aux valeurs qu'il en absorbe (produit



en toutes les marchandises. Si l'économie est en équilibre et sans exploitation, ce surplus sera identique à la consommation totale des producteurs. S'il y a exploitation, le surplus sera supérieur à la consommation des producteurs.

L'existence du prolétariat signifie très précisément que l'on peut traiter la classe ouvrière comme une industrie — au sens que la classe ouvrière consomme ce qu'elle gagne, qu'elle « produit » en termes de prix exactement ce qu'elle absorbe, que pour elle l'identité comptable des entrées et des sorties est toujours vérifiée.

Il faut englober donc la classe ouvrière dans les industries ou secteurs de production. Il restera toujours un surplus. A ce moment-là, il faut construire un nouveau secteur, qui absorbe le surplus de production, et « produit » — quoi au fait ? Eh bien, disons, des « services de capital » (ce qui veut dire, n. b., que la société, après avoir payé le coût de biens qui forment le « capital », doit encore payer pour leur usage). Tout cela revient à dire qu'on impute à un seul « secteur » — le secteur « services du capital » — toute la productivité nette de l'économie ; en effet, tous les autres secteurs produisent ce qu'ils coûtent, donc ils ont (y compris le travail) une productivité nette nulle : un seul « produit » plus qu'il ne coûte, ou coûte moins qu'il ne « produit » (1), c'est le secteur capital. En prétendant ignorer la valeur et compter en prix, la théorie bourgeoise prend, comme toujours, sournellement sous prétexte d'« objectivité » une position politique de fond : elle impute le surplus net de l'économie au capital.

Deux remarques, pour finir avec la question de la valeur :

D'abord, le temps de travail utilisé comme étalon de valeur s'entend du travail simple, non qualifié. Le secteur n ne peut donc pas être purement et simplement identifié avec la classe ouvrière, qui comporte une foule de travailleurs qualifiés. Ce fait ne crée pas de difficulté théorique. On traitera les diverses sortes de travaux qualifiés comme autant de secteurs séparés, et on leur imputera autant de surplus qu'au travail simple. Autrement dit, une heure de travail qualifié représentera la valeur d'une heure de travail simple, augmentée du coût social de production de cette qualification particulière. On traitera dans le détail ce problème au chapitre suivant, en liaison avec le taux d'exploitation.

Ensuite, une raison « formelle » importante pour choisir le travail simple — et non pas l'un quelconque des produits matériels — comme étalon de valeur doit être maintenant claire. C'est que le travail simple est le seul « produit » homogène commun à toutes les économies par définition. Quant au « capital » — qu'il ne faut pas confondre avec les moyens de production produits, eux-mêmes aussi par définition présents partout où il y a économie — c'est une catégorie sociale qui appartient exclusivement à une phase déterminée de l'économie.

(à suivre)

Pierre CHAULIEU.

(1) Et pour cause, puisqu'en fait il ne coûte rien !

## La "Gauche" américaine

Un numéro assez récent de la revue "Esprit" (1) était consacré à la gauche américaine. La plupart des articles qu'il contenait, œuvre de divers auteurs : politiciens, sociologues, écrivains, dirigeants syndicaux, avaient trait, directement ou indirectement, au Mouvement ouvrier. Il n'est pas sans intérêt de rapprocher ces articles du livre de P. Romano : "L'ouvrier américain", que nous avons traduit et publié dans les premiers numéros de "Socialisme ou Barbarie".

Mais d'abord, qu'est-ce que la gauche ?

A vrai dire, cette notion coïncide assez bien avec le sens parlementaire du mot. En France, dans l'hémicycle du Palais Bourbon, la droite et la gauche symbolisent deux façons de gouverner pour la bourgeoisie : une façon "réactionnaire" qui base la domination de classe sur la terreur, une façon "progressiste" qui veut utiliser des méthodes plus souples. La gauche, en tant que politique extra-parlementaire originale, s'oppose aussi à une politique réactionnaire. Mais elle n'est rien d'autre qu'une conception bourgeoise du progrès social. Prétendant faire participer les exploités aux progrès de l'économie, elle ne serait possible que dans certaines périodes d'essor ; en fait, elle apparaît surtout comme une politique de rechange pour la bourgeoisie dans les moments de crise. Il faut, bien sûr, rattacher cette tendance aux combats que mena pendant toute une période, la bourgeoisie contre les vestiges de l'ancien ordre. Mais nous devons noter que, dès le début, la tradition de lutte bourgeoise visait à entraîner le peuple, les ouvriers, dans un combat dont la nouvelle classe exploiteuse devait seule bénéficier. La tradition bourgeoise de gauche eut très peu d'influence sur la formation de l'idéologie prolétarienne révolutionnaire. Le Mouvement ouvrier se constitua pratiquement et théoriquement en opposition aux idéologies bourgeoises les plus radicales.

Les rapports de la gauche bourgeoise et du Mouvement ouvrier n'en furent pas réglés pour autant. Au sein même de la bourgeoisie des couches sociales écartées et dépassées furent jetées dans l'opposition, des politiciens et des intellectuels s'élevèrent contre "les cruautés" du régime, en dénonçant "l'absurdité". Et comme, par ailleurs, une politique d'apaisement a toujours fait le pendant à la politique du fouet, il ne

(1) Novembre 1952. Les références sont faites aux pages de ce numéro.